

Sommaire

Préface.....	XI
Introduction	1
PREMIÈRE PARTIE	
L'OBJET DE L'ÉVALUATION.....	25
TITRE I	
LES DROITS ET LES ŒUVRES	29
CHAPITRE 1. LES CONTRAINTES DE L'ÉVALUATION	31
<i>Section 1 - Le morcellement de l'objet de l'évaluation</i>	<i>32</i>
§ 1. L'éclatement des droits d'exploitation.....	33
§ 2. L'évaluation du droit moral et de l'accès au support matériel de l'œuvre	41
A - L'évaluation occulte du droit moral	42
B - L'évaluation de l'accès au support.....	44
<i>Section 2 - L'aléa d'exploitation</i>	<i>46</i>
§ 1. L'exploitation d'une œuvre de l'esprit est imprévisible	48
§ 2. L'exploitation d'une œuvre de l'esprit n'est pas linéaire	53
CHAPITRE 2. LES MÉTHODES D'ÉVALUATION.....	59
<i>Section 1 - La méthode principale d'évaluation des œuvres : la méthode par le revenu</i>	<i>61</i>
§ 1. La valeur économique, notion adéquate pour l'évaluation des œuvres..	61
§ 2. Les revenus futurs, notion clé pour l'évaluation des œuvres	65
<i>Section 2 - Les méthodes accessoires d'évaluation des œuvres.</i>	<i>67</i>
§ 1. L'évaluation au prix du marché : méthode traditionnelle d'évaluation judiciaire des œuvres.....	68
§ 2. L'évaluation par les coûts : méthode légale contestée de valorisation des droits et des œuvres dans le patrimoine de l'entreprise.....	75
A - La reconnaissance des actifs incorporels	78
B - La valeur d'entrée des droits et des œuvres, une notion hétérogène fondée sur leur coût historique	81
1. Le coût de production : l'investissement d'un exploitant à l'occasion de la création d'une œuvre	82
2. Le coût d'acquisition : l'entreprise cessionnaire de droits d'exploitation ..	83
3. La valeur vénale : l'évaluation des droits d'exploitation acquis à titre gratuit ou apportés	85
C - L'évolution de la valeur des œuvres et des droits d'exploitation dans le patrimoine de l'entreprise	88

TITRE 2	
LE PRÉJUDICE ET LA PEINE PRIVÉE	95
CHAPITRE 1. LA RÉPARATION INTÉGRALE DU PRÉJUDICE, UN PRINCIPE INSUFFISANT EN DROIT D'AUTEUR	99
<i>Section 1 - La sous-évaluation chronique du préjudice</i>	100
§ 1. L'objet de l'évaluation : le préjudice	100
§ 2. Les contraintes de l'évaluation du préjudice	102
A - L'application malaisée du principe de la réparation intégrale pour évaluer le préjudice patrimonial	102
B - La réparation intégrale, un principe par essence inapplicable à l'occasion de l'atteinte au droit moral	107
<i>Section 2 - La surévaluation occulte du préjudice</i>	110
§ 1. La fonction punitive de la surévaluation du préjudice	111
A - L'inadéquation des sanctions pénales pour dissuader les contre-facteurs	111
B - La surévaluation du préjudice : la sanction d'une faute lucrative	113
§ 2. Les manifestations de la surévaluation du préjudice	115
A - La redevance indemnitaire : la présomption du préjudice	115
B - La multiplication des chefs de préjudice	120
CHAPITRE 2. UNE ALTERNATIVE : LA PEINE PRIVÉE	123
<i>Section 1 - Le droit d'auteur, domaine privilégié de réception de la peine privée</i>	124
§ 1. Les fonctions de l'action civile en contrefaçon : réparer, « expulser » et dissuader	124
§ 2. Les fondements de la peine privée en droit d'auteur	130
A - L'accord ADPIC : une incitation à édicter des dommages-intérêts punitifs	131
B - La directive CE du 29 avril 2004 : une incitation ambiguë à punir les contrefacteurs	132
C - La loi de la lutte contre la contrefaçon : la reconnaissance implicite de la peine privée devant le juge civil ?	136
D - La confiscation des recettes illicites fondée sur les anciens articles L. 335-6 et 7 du CPI	138
<i>Section 2 - Les modalités de réception de la peine privée en droit d'auteur</i>	141
§ 1. La mauvaise foi du contrefacteur, condition de la peine privée	141
§ 2. Le préjudice et la peine privée : objets de l'évaluation	143
DEUXIÈME PARTIE	
LA MISE EN ŒUVRE DE L'ÉVALUATION	153
TITRE 1	
L'ÉVALUATION PAR LES PARTIES	157
CHAPITRE 1. L'ÉVALUATION DE L'ŒUVRE EN TANT QUE CAPITAL PRODUCTIF DE REVENUS	159

Section 1 - Présentation de la méthode d'évaluation par « actualisation des revenus futurs »	160
§ 1. Les revenus futurs, notion clé de la méthode par le revenu	161
A - Le revenu d'exploitation, une notion polysémique	161
B - L'estimation des revenus d'exploitation	165
1. L'étude de marché de l'œuvre évaluée	166
2. Les critères de comparaison des œuvres	167
§ 2. Les notions constitutives accessoires de la méthode par le revenu	170
A - La durée d'exploitation de l'œuvre à observer	170
B - La valeur résiduelle, une notion facultative	171
C - Le taux d'actualisation, une notion objective	171
D - La prise en considération de l'aléa d'exploitation par la prime de risque	172
Section 2 - La mise en œuvre de la méthode d'évaluation par « actualisation des revenus futurs »	174
§ 1. L'évaluation d'un film cinématographique en vue de la cession de ses droits par le producteur	174
A - L'économie de la production du film	175
1. Le devis : l'évaluation du coût du film	176
2. La répartition contractuelle des recettes	178
B - Les prévisions de l'économie d'exploitation future du film <i>Bon Voyage</i>	184
1. La suite de l'exploitation en salle : des prévisions médiocres	185
2. L'exploitation vidéo : un enjeu économique grandissant	187
3. La diffusion télévisuelle : la principale source de revenu du producteur ..	189
4. L'exploitation à l'étranger : un aléa extrême	191
5. Les recettes mobilisées par le fonds de soutien : une source importante de revenu pour le producteur	191
C - La valeur du film <i>Bon Voyage</i>	192
§ 2. L'évaluation d'un catalogue de chansons à l'occasion d'une opération de titrisation	195
§ 3. L'évaluation successorale des œuvres : pour une application de la méthode d'actualisation des revenus futurs	200
A - Une évaluation successorale grossière des œuvres par l'administration fiscale et par le juge	201
B - L'application de la méthode d'évaluation par actualisation des revenus futurs à l'occasion de la succession de l'auteur	204
CHAPITRE 2. L'ÉVALUATION DE LA RÉMUNÉRATION DE L'AUTEUR	211
Section 1 - Le contrat individuel : un rapport de forces déséquilibré	212
§ 1. Le principe du pouvoir de l'exploitant	213
A - L'évolution de la rémunération de l'auteur selon la rentabilité d'exploitation	214
B - Les usages, une source essentielle pour l'évaluation de la rémunération des auteurs	216
1. Les sources des usages en matière de rémunération des auteurs	217
2. Les usages informels relatifs à la rémunération des auteurs d'œuvres littéraires et audiovisuelles	219
a) La rémunération des auteurs d'œuvres littéraires : des usages homogènes ..	219

Sommaire

b) Les usages relatifs à la rémunération des auteurs d'œuvres cinématographiques : des pratiques variées	223
§ 2. Une exception : la notoriété de l'auteur.....	225
A - La surévaluation de la notoriété de l'auteur	226
B - Les manifestations de la surévaluation de la notoriété de l'auteur	229
§ 3. Un remède imparfait : la lésion.....	231
A - Le pouvoir d'immixtion du juge dans le contrat lésionnaire.....	232
B - Une méthode superfétatoire d'évaluation de la lésion imposée par la loi.....	235
1. L'évaluation du juste prix : la rédaction défectueuse de la loi.....	235
2. L'évaluation du préjudice : une opération objective mais trop complexe ..	240
§ 4. Un espoir : les arrêtés d'extension du ministre de la Culture des accords relatifs à la rémunération des auteurs	243
§ 5. Un cas particulier : l'évaluation des quotes-parts des co-auteurs.....	247
<i>Section 2 - La gestion collective des œuvres, un équilibre des forces menacé</i>	251
§ 1. La licence légale : la renonciation à évaluer les œuvres.....	252
§ 2. La contestation des tarifs des sociétés de gestion collective par le juge	263
A - Une méthode d'appréciation des tarifs de la Sacem trop rigide	264
B - L'affaissement anormal de la rémunération des auteurs	268
C - La négociation des tarifs des répertoires	269
1. Les étapes de la négociation des tarifs	269
2. Les principes de tarification	271
§ 3. La mise en concurrence des sociétés de gestion collective.....	274
A - Le principe de l'évaluation des tarifs selon le pays de destination et la concurrence sur les frais de gestion	276
B - La remise en cause de l'évaluation des tarifs selon le principe du pays de destination par la DG marché intérieur.....	281
1. La recommandation de la Commission du 18 octobre 2005	281
2. Le risque de l'avènement d'une gestion collective à deux vitesses	283
C - Le risque de contestation des barèmes de répartition des sociétés de gestion collective	287
1. La contestation de l'opacité des barèmes de répartition de certaines sociétés d'auteurs	288
2. Le risque de contestation du caractère mutualiste des barèmes de répartition	290
TITRE 2	
L'ÉVALUATION PAR LE JUGE	299
CHAPITRE 1. POUR UN CONTRÔLE DE L'ÉVALUATION PAR LA COUR DE CASSATION	301
<i>Section 1 - Du souverain au « quasi-discrétionnaire », le pouvoir des juges du fond en matière d'évaluation</i>	302
<i>Section 2 - La nécessité d'un contrôle de l'évaluation par la Cour de cassation</i>	306
§ 1. L'évaluation : un mélange de fait et de droit.....	306
§ 2. Pour un contrôle des méthodes d'évaluation par la Cour de cassation..	308

CHAPITRE 2. LE PARTAGE DE LA CHARGE DE LA PREUVE ENTRE LES PARTIES	311
<i>Section 1 - La preuve des bénéfices manqués</i>	312
§ 1. La preuve des ventes manquées : le recours à la masse contrefaisante	312
§ 2. Les bénéfices manqués : la nécessité d'une approche comptable	316
<i>Section 2 - La preuve des bénéfices illicites</i>	319
§ 1. Pour un partage de la charge de la preuve entre la victime et le contrefacteur	319
§ 2. La contrefaçon partielle : la ventilation entre les bénéfices illicites et les bénéfices « légitimes » du contrefacteur	321
Conclusion	327
ANNEXES	
ANNEXE 1 : L'ÉVALUATION JUDICIAIRE DU PRÉJUDICE	337
ANNEXE 2 : IMPORTANCE DES MARCHÉS PAR GENRE	338
ANNEXE 3 : DÉROULEMENT DANS LE TEMPS DE L'EXPLOITATION...	339
ANNEXE 4 : RAPPORT ENTRE LES DIFFÉRENTS MODES D'EXPLOITATION	340
ANNEXE 5 : RÉPARTITION DES RECETTES D'EXPLOITATION	343
ANNEXE 6 : EXPLOITATION TÉLÉVISUELLE DES FILMS	345
ANNEXE 7 : RÉPARTITION DES COÛTS DE PRODUCTION DES FILMS FRANÇAIS EN 2005	346
ANNEXE 8 : L'OBJET DE L'ÉVALUATION	347
Indications bibliographiques	349
Index	359
Résumé/Summary	363